

Questions orales

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, je suis persuadé que les électeurs du ministre seront très heureux et surpris de savoir exactement dans quelle mesure le ministre défend leurs intérêts.

Je voudrais poser à nouveau au ministre cette question. Étant donné que les représentants japonais et les représentants du secteur privé au Canada, comme Thomas d'Aquino, dirigeant du Conseil canadien des chefs d'entreprises, ont confirmé qu'on n'avait pas soulevé cette question lors des discussions, et étant donné que celle-ci pourrait nuire et nuit, en fait, énormément aux investissements au Canada, quelles mesures le ministre entend-il prendre pour corriger cette très grave erreur de notre premier ministre?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je me trouvais à Hong Kong et au Japon en novembre dernier. Je me suis entretenu avec des investisseurs aux deux endroits et ils m'ont dit voir d'un très bon œil nos diverses politiques portant sur la réduction du déficit, la signature de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et l'application de la taxe sur les produits et services qui nous rendra plus compétitifs en tant que pays aux yeux des gens qui veulent venir investir au Canada; il approuvaient nos politiques tendant à accroître nos débouchés commerciaux, à améliorer notre réglementation et à privatiser certaines entreprises. Toutes ces politiques sont très bien perçues par les investisseurs de Hong Kong et du Japon, et c'était là l'objet de discours du premier ministre aux deux endroits.

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Étant donné qu'il sait fort bien que les investisseurs asiatiques ont un préjugé extrêmement favorable à l'égard du Canada et que les Japonais investissent d'énormes sommes dans toutes les régions du pays, surtout sur la côte ouest, croit-il qu'il convenait que le premier ministre du Canada décide délibérément de faire une mauvaise réputation à l'une des régions les plus importantes de notre pays? Qu'en pense ces rustres d'en face?

Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Monsieur le Président, ce n'est pas ce que le premier ministre a fait.

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, étant donné cette brève réponse, je voudrais poser la question supplémentaire suivante: Lorsque le premier ministre se rend à l'étranger pour promouvoir la vente de nos produits sur le marché mondial, n'est-on pas en droit d'attendre de notre premier dirigeant qu'il représente

toutes les régions du Canada, malgré peut-être certaines préférences personnelles?

Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Monsieur le Président, lorsqu'il est à l'étranger, le premier ministre se doit de représenter toutes les régions du Canada, et c'est ce qu'il fait. Par contre, lorsqu'ils formulent des observations sur les activités du premier ministre ou, en fait, d'autres personnes à l'étranger, les députés doivent également s'en tenir aux faits et ne pas essayer de les dénaturer dans cette enceinte à des fins politiques.

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il y a une demi-heure, je regardais à la télévision du réseau d'État le premier ministre déclarer que les Japonais étaient très préoccupés par le déficit annuel de l'Ontario et que cela avait pour effet de décourager les Asiatiques d'investir au Canada. Immédiatement après, j'entendais M. Tom d'Aquino, qui accompagne le premier ministre, déclarer qu'il n'avait nullement été question du déficit de l'Ontario. Le principal représentant commercial japonais a affirmé que la question n'avait pas été soulevée et qu'elle ne posait aucun problème.

Ma question au ministre est la suivante et elle est sérieuse. Pourquoi le premier ministre du Canada a-t-il déclaré publiquement, et en Asie devant des investisseurs éventuels, que le déficit était une source de préoccupation et faisait obstacle aux investissements, alors que les officiels canadiens et japonais ont déclaré qu'il n'en avait nullement été question? Pourquoi le premier ministre a-t-il tenu ces propos?

Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Monsieur le Président, tout député de cette Chambre qui a déjà eu affaire à des investisseurs internationaux sait que depuis l'adoption de certaines mesures, notamment la création de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, le Programme énergétique national et l'accumulation constante du déficit national, les investisseurs au Japon et ailleurs sont vraiment préoccupés par l'état du marché canadien de l'investissement.

Le gouvernement a toujours essayé, malgré les difficultés, la controverse et l'opposition des députés de l'autre côté, de dissiper ces craintes, afin que le Canada continue de mériter la confiance des investisseurs de partout dans le monde.

Cette confiance est essentielle à une province comme la sienne et la mienne ainsi qu'à l'ensemble du Canada. Il est donc normal que le premier ministre, qui a été élu pour essayer d'amener les autres pays à avoir confiance